

Le projet de loi C-13 affaiblit la bouée de sauvetage fédérale des Québécois d'expression anglaise au moment où ils en ont le plus besoin

MONTREAL, le 31 mai 2021. – Le Quebec Community Groups Network demande au gouvernement du Canada de retirer immédiatement toute référence à la Charte de la langue française du Québec du projet de loi C-13. Celui-ci modifie la *Loi sur les langues officielles* en créant une nouvelle loi qui imposera des obligations en matière de langue de travail et de prestation de services, pour le français seulement, aux entreprises sous réglementation fédérale.

Le projet de loi C-13 territorialise les droits linguistiques et reconnaît explicitement la *Charte de la langue française*, une loi provinciale qui fait maintenant fi de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

« Les Canadiens s'attendent à ce que le procureur général protège leurs droits et libertés fondamentaux, ce que leur enlève la *Charte de la langue française révisée* », indique la présidente du QCGN, Marlene Jennings. Il est inconcevable que le gouvernement du Canada propose une loi modifiant la *Loi sur la langue officielle* quasi-constitutionnelle qui reconnaîtrait une loi provinciale qui, à la suite de la Loi 96, crée une zone sans Charte pour plus de 9 millions de Canadiens. »

« La loi 96 est l'une des plus importantes dérogations aux droits de l'homme dans l'histoire du Canada. Les déclarations de droits protègent les gens contre les abus de l'État », poursuit Jennings. « L'utilisation préventive de la disposition de dérogation permet d'éliminer cette protection. Le gouvernement a créé une « zone sans Charte », où tous les citoyens perdent leurs droits et libertés fondamentaux lors de l'application de la *Charte de la langue française*. »

« Le ministre de la Justice et procureur général du Canada a le devoir de faire plus que simplement surveiller la mise en œuvre du projet de loi 96, comme il l'a promis la semaine dernière », soutient Mme Jennings, soulignant que le projet de loi C-13 n'est pas ce que réclamaient les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Canada.

« Avec le projet de loi C-13, le gouvernement fédéral s'apprête à abandonner un demi-siècle de politique en matière de langues officielles et à transformer la *Loi sur les langues officielles* en une législation visant principalement à protéger et à promouvoir une seule langue officielle », déplore Joan Fraser, membre du conseil d'administration du QCGN et ancienne sénatrice.

« Ce projet de loi pousse le Canada vers un fédéralisme plus asymétrique en créant un régime linguistique particulier au Québec et en inscrivant ce cadre dans une loi quasi constitutionnelle, ajoute Eva Ludwig, secrétaire du QCGN. Le projet de loi C-13 fait en outre explicitement référence à la loi

provinciale qui portera gravement atteinte à la minorité d'expression anglaise du Québec. Ce faisant, il affaiblit la bouée de sauvetage fédérale de la minorité au moment où elle en a le plus besoin. »

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

Pour plus de renseignements :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca
Cellulaire : 438-270-0680